

I. Cadre Général

1. L'Escalade et son rapport ambigu au monde compétitif

A. Une activité singulière

a. Une Spécificité culturelle revendiquée

Historiquement, l'escalade libre a toujours revendiqué sa spécificité culturelle au sein du Monde sportif. Ainsi, en 1985, 19 des plus influents grimpeurs de l'époque signaient collectivement le Manifeste des 19, où ils clament leur inquiétude face à l'essor des compétitions d'escalade, qui constituait pour eux une rupture avec leur conception commune de

l'activité, où la compétition n'a pas sa place, en dehors de l'émulation qui peut naturellement s'instaurer entre grimpeurs qui essayent un même passage. A travers ce manifeste, les auteurs s'inquiètent du risque que l'escalade deviennent un sport en tant que tel, avec des compétiteurs en dossard, un règlement strict, et une retransmission télévisuelle des événements. Face à ce futur imaginé, ils opposent ainsi "le vrai jeu de l'escalade", en milieu naturel, sans compétition formelle, où les valeurs de partage et de respect de la nature dominent : on retrouve la volonté des grimpeurs, héritée de l'alpinisme où ces valeurs prédominent, de définir eux-mêmes la pratique sociale légitime (Aubel, 2005 ; Guérin, 2013).

Nous remarquerons que de nombreux signataires du Manifeste participeront malgré tout à des compétitions, à l'instar de Catherine Destivelle qui remporta la compétition de Bardonnechia (Italie) la même année. Par ailleurs, la prophétie des auteurs s'est réalisée : les compétitions internationales sont désormais retransmises en streaming sur internet et à la télévision, alors qu'une fédération internationale (l'IFSC) a mis au point un règlement précis et contraignant, reconnu partout dans le monde. Cependant, l'idée que l'escalade n'est pas un sport *comme les autres*, empreint d'une particularité qui est propre à sa nature, semble perdurer au sein de la communauté de pratique.

Emergeant en France à la fin des années 1970 en s'émancipant de l'alpinisme, sous l'impulsion notamment de Jean-Claude Droyer, l'escalade libre a été catégorisé en sociologie du sport parmi les sports californiens (Pociello, 1981, 1995). Vecteurs d'une contre-culture émergente dans les années 1970 et 1980, ces sports – on retrouve la planche à voile, le surf, le vol libre, etc. - seraient alors caractérisés par la mobilisation de compétences informationnelles (qu'il oppose aux compétences physiques), et une manière de pratiquer "fun" et alternative, orientée vers la recherche de sensation et non la compétition et la production de performances; les motifs de pratiques se rattacheraient alors à un mode de vie, où la pratique de l'activité est déterminante dans les choix de vie des pratiquants (travail, lieu d'habitation, véhicule, etc.). Dans son espace des sports, Pociello (*op cit*) indique que les pratiquants de ces activités sont dotés d'un capital culturel élevé: il s'agirait donc majoritairement de personnes issues de professions intellectuelles, participant à travers ces pratiques à un mouvement contre-culturel qui s'oppose au modèle sportif dominant, reposant sur la concurrence, la normativité et la performance, ainsi qu'au modèle économique capitaliste qui sous-tend une rationalisation et une normalisation de la société. Selon Pociello, l'escalade participerait à cette tendance sociétale contre-culturelle ; encore fortement liée à l'alpinisme dont elle est issue, l'activité serait naturellement porteuse d'une conception alternative, tournée vers la non-compétition, la pratique en milieu naturelle.

Mais ce serait également une pratique distinctive et socialement élitiste, car peu ouverte aux non-initiés, dans la mesure où elle est – en milieu naturel et à l'époque – peu accessible, et demande de nombreuses connaissances sur le milieu et une prise d'information importante. Cet héritage culturel de l'alpinisme est également mis en avant par l'étude de Gloria & Raspaud (2006, 18), qui ont étudié l'émergence des compétitions d'escalade en France, et soulignent la prégnance des "barrières culturelles du milieu alpin" au sein de l'activité, que le développement d'une offre fédérale de compétitions a contribué à briser, pour aboutir à une plus grande hétérogénéité sociale et une acceptation sociale des compétitions d'escalade.

Là encore, si les choses ont beaucoup évolué, cet héritage semble encore bien prégnant aujourd'hui. En milieu naturel, l'étude de De Léséleuc (2004) révèle la volonté, chez les grimpeurs locaux de la falaise de Claret (Hérault), de se démarquer socialement à travers leur pratique de l'escalade, en s'appuyant sur un système de valeurs alternatif et valorisant socialement, où l'engagement, la convivialité, le refus de la compétition sont mis en avant, tout en rabaisant les sports dits classiques, qui n'offrent pas les épreuves et les joies qu'offre l'escalade. Par ailleurs, des études s'intéressant à des grimpeurs français compétiteurs amateurs (Guérin, 2013) ou professionnels (Rogéaux, 2015⁵) ont révélé que ces grimpeurs, bien qu'engagés principalement dans une pratique de l'escalade en salle, orientée vers la performance en compétition, témoignent dans leurs discours d'un fort attachement à l'escalade en milieu naturel et aux valeurs qui lui sont associées: émulation, protection et respect de l'environnement, contemplation, diversité et richesse du support. Dès lors, il semblerait que la culture de l'escalade soit encore marquée par ce "particularisme" revendiqué dès les années 1980 et hérité de l'alpinisme, et notamment chez des grimpeurs compétiteurs dans les années 2010, alors que l'escalade serait en pleine mutation sportive.

C'est en tout cas la thèse développée par Gagnon & al (2016) : pour ces auteurs, l'escalade serait un "lifestyle sport" – dont les caractéristiques sont comparables à celles développées par Pociello), mais serait actuellement à une période charnière. En effet, les auteurs s'intéressent au processus de "mainstreamization" de l'activité et soutiennent que l'escalade est actuellement face au défi périlleux de concilier le développement en tant que sport (l'escalade indoor, notamment en compétition) et la préservation d'un système de valeurs singulier rattaché à la

⁵ "la culture de l'escalade", sous la direction de J-N Renaud, Mémoire de M1, ENS Rennes, 2015

pratique en milieu naturel. Ces résultats corroborent ceux de de Starker (2013), qui a comparé, toujours aux Etats-Unis, des grimpeurs selon leur mode de pratique : il a mis en avant que les grimpeurs pratiquant majoritairement en milieu naturel étaient d'avantage sensibles à l'environnement, et avaient une conception de l'escalade plus proche d'un mode de vie que ceux grimpeurs majoritairement en SAE.

Aux Etats-Unis comme en France, il semblerait que l'escalade soit porteuse d'une culture (c'est à dire un système de pratiques, de croyances et de valeurs) résolument singulière qui perdure, malgré les évolutions de l'activité vers une activité sportive mainstream et compétitive.

b. Médiatisation et économie

La singularité de l'escalade ne se borne pas uniquement à sa culture telle qu'elle est revendiquée par ses pratiquants, et à ses formes de pratiques particulières. Si on en croit Aubel (2005), l'escalade possède une singularité d'un point de vue économique et médiatique, avec l'existence d'un marché propre à l'activité et d'un système médiatique interne et spécialisé, peu tourné vers l'extérieur.

Ainsi, cet auteur a étudié dans une première étude (Aubel, 2000) la structuration du système médiatique de l'escalade libre en France. Il a montré que l'escalade n'intéresse pas les médias sportifs généralistes, qui ne lui attribuent pas un fort potentiel médiatique, et que réciproquement, les grimpeurs et les médias spécialisés étaient réticents vis-à-vis des acteurs hors du milieu qui souhaitaient sponsoriser l'escalade et ses compétitions, avec l'exemple d'un master sponsorisé par Pepsi annulé en 1995 sous pression de la FFME. De plus, il démontre comment la presse spécialisée se constitue au sein d'un réseau qui participe à coconstruire, avec les annonceurs et les grimpeurs professionnels, un système de valeurs spécifiques fondé sur le partage, la nature et l'excellence sportive des grimpeurs, en opposition à toute marchandisation – ce qui représente une contradiction manifeste, alors qu'il s'agit de vendre des magazines et des articles sportifs.

Dans une seconde étude, Aubel & Ohl (2004) ont étudié la dénégation de l'économie. Malgré l'existence d'une relation triangulaire entre annonceurs, médias et grimpeurs professionnels, à laquelle s'ajoute les flux d'argent issus des compétitions, il régnerait un phénomène de dénégation, c'est-à-dire de rejet et de déni de la dimension économique du professionnalisme

en escalade, partagé entre les grimpeurs, les annonceurs et les médias. Cette contradiction manifeste pourrait, selon les auteurs, être inconsciente, et s'expliquerait alors par des dispositions culturelles où le capital économique est rabaissé et dévalorisé au profit du capital symbolique ; ou bien être consciente, et relever d'une stratégie pour masquer un intérêt économique réel. Ainsi, cette dénégation de la dimension économique de l'escalade permettrait aux acteurs qui y sont impliqués de gérer la contradiction qui en émane, et préserver l'ethos de l'activité, et d'avoir malgré cela une attitude qui leur profite symboliquement et économiquement.

Les Travaux de Dumont, plus récents, révèlent la nature du professionnalisme de l'escalade contemporaine en milieu naturel, en se focalisant sur les photographes (2015), les stratégies professionnelles des grimpeurs (2017a), notamment la médiatisation via les nouveaux médias – les vidéos en ligne – (2017a), ou encore leur travail pour construire leur réputation (2017b) ou gérer leur relation avec leurs fans qu'ils sont susceptibles de croiser bien plus facilement qu'un autre sportif de haut niveau sur n'importe quel site connu et réputé (2017c). Ces travaux illustrent la spécificité d'un milieu où les grimpeurs professionnels en milieu naturel ont davantage de crédit en termes d'image que ceux qui pratiquent la compétition. On retrouve l'organisation d'un système médiatique en vase clos, comme le décrivait Aubel en 2000, conçu par et pour les grimpeurs.

Selon cet auteur, les grimpeurs pratiquant la compétition à haut niveau aspirent à une reconnaissance médiatique extérieure (comme l'indiquait déjà les travaux d'Aubel), mais leur faible crédit médiatique limite la portée de leurs ambitions.

c) Compétitions

Loin de disparaître avec la sportivisation de l'activité, la singularité de l'escalade semble perdurer même au sein des grimpeurs qui pratiquent la compétition. Ainsi, Douet-Guerin (*op cit*), a étudié des compétiteurs amateurs et a montré que malgré une pratique orientée principalement vers la compétition – et un entraînement spécifique, ces grimpeurs revendiquaient la particularité de l'escalade, en indiquant que la compétition était perçue

comme un jeu, un prétexte pour s'entraîner et rester en forme ; mais une approche "trop" compétitive, attribuée à certains grimpeurs, était décriée. On retrouve alors l'émulation mis en avant dans le manifeste, envisagée comme une compétition euphémisée, codifiée, qui s'oppose à une "vraie" concurrence et un esprit de compétition affirmé, qui n'ont pas droit de cité dans le milieu de l'escalade. De plus, ces grimpeurs manifestent un véritable attachement à la grimpe en milieu naturel (qu'ils pratiquent cependant très peu), qu'ils qualifient de pratique légitime de l'escalade : grimper dehors serait la finalité ; s'entraîner en salle et participer aux compétitions, le moyen pour se faire plaisir en extérieur. De plus, on retrouve dans le discours de ces grimpeurs l'importance accordée à la préservation des sites naturels, et la peur liée à la massification du nombre de pratiquants – une des conséquences envisagées de l'olympisation de l'activité -, qui entraîneraient une dégradation accrue des sites naturels.

Cette contradiction apparente se retrouve chez les grimpeurs compétiteurs : les entretiens avec des grimpeurs membres de l'équipe de France (Rogeaux, 2015⁶) ont mis en exergue la contradiction manifeste entre d'un côté un discours valorisant la grimpe en milieu naturel, la non-compétition, le partage, la préservation de l'environnement ; et de l'autre une pratique exclusivement centrée sur l'entraînement en salle et la participation aux circuits national et international de compétitions. Ces grimpeurs manifestent également leur scepticisme par rapport à l'olympisme : s'ils y sont favorables, car cela apporterait selon eux d'avantage de reconnaissance médiatique, notamment pour les grimpeurs professionnels, ils en redoutent les conséquences potentiellement néfastes sur l'activité : arrivée de sponsors généralistes aux valeurs non-compatibles avec l'escalade, dégradation des sites naturels liée à la massification des pratiquants, etc.

Dans le corpus d'entretien, seule une grimpeuse se démarquait avec un enthousiasme affirmé pour l'olympisme, et une critique acerbe de l'"esprit de la grimpe" sans cesse mis en avant, qui selon elle empêche l'escalade de s'ouvrir au grand public, et qu'elle considère comme une démarche égoïste et distinctive des grimpeurs, qui ne veulent pas partager leur passion, de peur d'être dérangés. Cette vision minoritaire semble cependant être partagée par certains compétiteurs : Aubel (2004) soulignait déjà que certains compétiteurs déploraient le manque de reconnaissance du grand public, lié à la confusion sur leur pratique, trop souvent assimilé à l'alpinisme ou aux "hippies", suite au succès des films de Patrick Edlinger dans les années 1980. Il semble donc y avoir une partie des grimpeurs qui réfutent clairement cette conception

⁶ Rogeaux, op cit, 2015

alternative de l'escalade, et revendiquent la constitution de l'activité en tant que sport olympique structuré et reconnu socialement.

Ce paradoxe que l'on observe dans la littérature indique que les grimpeurs de compétition "nient", à des degrés divers, le caractère résolument sportif de l'escalade – c'est-à-dire une discipline institutionnalisée, codifiée et compétitive – et semblent imprégnés d'une culture "outdoor" de l'activité, quand bien même leur pratique n'a plus rien à voir avec celle des grimpeurs en milieu naturel. Pour reprendre les termes d'Aubel (*op cit*, 2004), il semble y avoir là une "dénégation" du caractère compétitif de l'escalade; si on reprend ses explications, il pourrait s'agir d'une stratégie plus ou moins inconsciente pour générer du profit symbolique, lié au caractère singulier d'une telle démarche, et pour gérer les contradictions entre un système de valeur valorisé socialement (l'escalade comme sport "à part") et une pratique qui tend à s'uniformiser avec les autres disciplines sportives.

Ce processus d'uniformisation de la compétition, s'il est souvent décrié (tel que l'instauration d'une voie de vitesse standardisée ou le fait de départager les ex-aequo au temps), semble pourtant inévitable dans le processus d'olympisation de l'activité. Wheaton & Thorpe (*op cit*) indiquent le rôle important qu'a joué la voie de vitesse officielle dans le processus de reconnaissance de l'IFSC par le CIO.

B. Un processus de sportivisation aujourd'hui accompli

a. Un Processus historique

Quand l'escalade libre se développe en France dans la deuxième moitié des années 1970, sous l'impulsion entre autres de Jean-Claude Droyer, cette nouvelle pratique s'inscrit dans le courant des sports "californiens" (Pociello, 1981; 1995): témoins d'une contre-culture qui émerge en opposition à la société capitaliste et au modèle sportif dominant qui lui est associé – notamment par Brohm (1976) qui soutient une analogie entre les systèmes économique et sportif – , ces nouvelles pratiques sont caractérisées par l'incarnation d'un mode de vie, et la primauté des sensations sur les résultats normés; de la prise d'information sur les qualités physiques; et du partage sur l'opposition et la concurrence. Cependant, dès les années 1980, cette position

alternative sera ébranlée par l'organisation des premières compétitions d'escalade (Gloria & Raspaud, 2006), et la création en 1985 d'une Fédération Française de l'Escalade (FFE) en rupture avec la Fédération Française de la Montagne (FFM), afin d'organiser les compétitions. Malgré le Manifeste des 19 (1985) qui clame l'opposition aux compétitions des grimpeurs les plus influents de l'époque, les compétitions n'ont cessé de se développer et de se structurer. Alors que les codes de la grimpe en milieu naturel se sont progressivement harmonisés internationalement (échelle de cotations, règles d'éthique, etc.), l'escalade en compétition, revenue sous la tutelle d'une fédération unifiée (la FFME), s'est ensuite progressivement structurée autour des trois disciplines que sont le bloc, la difficulté et la vitesse.

Il s'agit donc d'un véritable processus de sportivisation qui démarre dans les années 1980 et qui continue encore aujourd'hui, avec son olympisation, ou encore sa "mainstreamization" (Gagnon & al, op cit). L'escalade, en se développant, se pare peu à peu de tous les attributs d'un sport "classique" : des institutions, la mise en jeu d'actions motrices, et un système de règles (Parlebas, 1999). Aubel (2005) détaille ce processus qui s'illustre selon lui selon 3 composantes : l'institutionnalisation de l'activité ; l'avènement d'un système de règles ; l'essor d'un marché de la grimpe.

- L'institutionnalisation de l'activité s'illustre par la création d'une fédération spécifique (FFE puis FFME), ainsi que la structuration de celle-ci en comités territoriaux. Cette institutionnalisation concerne les deux facettes de l'escalade :
 - L'escalade en compétition, gérée par la FFME. La création de l'IFSC en 2007, qui s'émancipe de l'UIAA (fédération internationale d'alpinisme) pour mieux développer et structurer les compétitions d'escalade au niveau international ; ainsi que sa reconnaissance par le CIO et son intégration au programme des JO témoignent d'un processus d'institutionnalisation déjà bien avancé au niveau international.
 - L'escalade en milieu naturel, avec par exemple la mise en place du Roc Adventure Programme en 2016, qui a pour objectif de constituer une "équipe" de grimpeurs de haut-niveau en milieu naturel pour équiper, ouvrir et répéter des voies dures sportives ou traditionnelles.

- Le développement d'un système de règles se retrouve aussi bien en milieu naturel (avec une uniformisation des normes éthiques, et la distinction à vue – flash – après-travail⁷), qu'en compétition, avec des règles fédérales de plus en plus précises et rigoureuses (par exemple sur la distinction entre prise tenue et valorisée⁸), et désormais uniformisées mondialement sous la tutelle de l'IFSC, présente sur les cinq continents.
- L'essor d'un marché de la grimpe spécifique, qu'il s'agisse des médias (Aubel, 2000, 2004 ; Dumont, 2015, 2016, 2017a, 2017b, 2017c) ou des équipementiers, qui ont beaucoup évolué depuis les années 1980.

⁷ Grimper en passage à-veu signifie le réussir après l'avoir simplement visualisé du bas; Flash signifie réussir au premier essai après avoir vu un ou plusieurs grimpeurs dans le passage et avoir des informations sur la voie; après-travail signifie réussir un passage à partir de la deuxième montée

⁸ Dans le règlement fédéral en compétition, qui départage les grimpeurs en fonction de la hauteur atteinte dans des voies à vue, les prises sont numérotées dans l'ordre d'utilisation. Une prise est comptée "tenue" lorsque le grimpeur la tient au moins deux secondes; et valorisée lorsque le grimpeur engage une action de traction à partir d'une prise tenue

Douet-Guerin (op cit) nuance ce processus en lui préférant la notion de "sportification » : elle souligne dans son étude la singularité du rapport à l'institution chez les grimpeurs, qui cherchent à conserver leur indépendance dans la définition de leur pratique, comme l'indiquait Aubel (op cit, 2005) chez des libéristes en milieu naturel. Selon elle, les grimpeurs s'inscriraient dans un mouvement contradictoire d'intériorisation et d'extériorisation de la norme : ils intérioriseraient un certain nombre de normes relatives à la dimension sportive de l'activité (telles que le règlement, l'importance de s'entraîner régulièrement, etc.) mais continueraient à définir leurs propres normes de pratique. Les grimpeurs ne seraient donc pas passifs dans ce processus, mais joueraient un rôle actif de construction de la norme (et donc, de cette culture encore aujourd'hui singulière), malgré l'acculturation indéniable au système normatif fédéral.

Enfin, il semblerait que nous sommes vraisemblablement à une époque charnière pour l'activité, tant dans son processus de sportivisation que dans sa définition culturelle. Si on en croit Gagnon & al (op cit), ces dernières années sont marquées par un fort tournant de l'escalade qui devient, aux Etats-Unis, une activité mainstream, appréciée et pratiquée par un nombre croissant de personnes, avec des modalités de pratiques nouvelles, qui remettent en question sa singularité culturelle, avec l'avènement d'un "nouveau" sport : l'escalade indoor. Il y aurait donc un schisme en cours entre la grimpe en milieu naturel et la grimpe en salle – dont fait partie la compétition – qui semble s'autonomiser et s'émanciper de l'escalade en milieu naturel, comme l'a fait en son temps l'escalade par rapport à l'alpinisme.

b. Les caractéristiques d'un sport "moderne" ou "classique"

Avec ce processus de sportivisation, l'escalade serait-elle devenue, à l'instar d'autres sports outdoor, une activité non plus contre-culturelle, mais subculturelle (Soulé & Walk, 2007). Pour ces auteurs, les pratiquants des activités sportives de nature mobilisent des codes et des usages spécifiques en vue de conserver une authenticité culturelle alternative : la manière de se comporter, de consommer certains produits spécifiques à l'activité, etc. Mais selon eux, derrière ce masque se cachent en réalité tous les attributs d'une pratique sportive traditionnelle : normativité des performances, concurrence, et institutionnalisation plus ou moins formelle des pratiques.

Dans la même perspective, Suchet (2011) dénonce le paradoxe du terme "sport de nature" : alors que l'on retrouve les quatre composantes d'un sport selon Parlebas (1999) – à savoir la mise en jeu d'actions motrices, un système de règles, des compétitions et des institutions) – on attribue à ces sports le qualificatif de "nature", alors que celle-ci suppose justement la non-intervention humaine.

En escalade, il semblerait qu'on retrouve ce même paradoxe entre une dénégation du caractère sportif de l'activité, comme l'a montré Douet-Guerin (op cit) : dans cette étude, les grimpeurs interrogés critiquent les grimpeurs qui prennent trop au sérieux les compétitions, et valorisent les autres dimensions de l'activité (les voyages en milieu naturel, la convivialité, etc.), et rejettent l'idée que l'escalade soit caractérisée comme un sport. Toutefois, on retrouve naturellement les composantes édictées par Parlebas (op cit) au sein de l'escalade :

- La mise en jeu d'actions motrices avec le fait de grimper un support, quel qu'il soit : naturel ou artificiel, d'une hauteur variable, encordé ou non.
- Un système de règles, qu'il soit formel (dans le cadre fédéral) ou informel (en milieu naturel : standardisation de l'équipement et règles relatives à l'enchaînement, au comptage des essais, etc.)
- Des compétitions, qui peuvent être officielles, mais également officieuses, comme l'est l'émulation, défendue par de nombreux grimpeurs, qui peut s'envisager comme une compétition euphémisée et codifiée

- Des institutions : là encore il s'agit d'institutions officielles (fédérations) qu'officieuses (les pairs, les médias, etc. qui valident ou non les performances)

Ainsi, si Gagnon & al (op cit) défendent l'idée que l'escalade indoor constitue la création d'un nouveau sport, il semblerait que l'escalade dans son ensemble présente toutes les caractéristiques d'un sport moderne.

C. Conclusion

A la veille des JO de la Jeunesse 2018 et des JO 2020, l'escalade, jeune recrue du mouvement olympique, est en pleine mutation. Si elle semble désormais avoir aujourd'hui la structuration et l'uniformisation internationale d'un sport traditionnel, qui lui permet de prétendre à l'olympisme, la culture de l'activité en France semble encore très fortement marquée par celle de l'escalade en milieu naturel, qui conserve une position médiatique dominante au sein de l'espace médiatique de l'escalade, y compris au sein des grimpeurs pratiquants la compétition.

Toutefois, il semblerait que l'activité soit à un moment charnière, où le schisme entre le sport de nature que représente l'escalade libre, et le sport de salle, compétitif que représente l'escalade en SAE et sa branche compétitive, s'accroît.

2. L'olympisme, entre rêve et cauchemar

A. Une histoire politique

Restaurés à la fin du XIXe siècle par le baron Pierre De Coubertin, les JO modernes ont été pour leur promoteur l'occasion de valoriser une compétition éducative du sport, incarnée par la devise "struggle for life". Ainsi, De Coubertin voyait dans les JO un moyen de valoriser l'engagement et l'initiative des sportifs – nécessairement des hommes, issus des classes sociales

supérieures et amateurs (Andrieu, 2004). Mais également, il attribuait à l'olympisme des finalités humanistes, comme favoriser la paix et l'amitié entre les peuples.

Toutefois, Waser (2000) souligne que dès le début du XXe siècle, les idéaux originels sont vite chamboulés par l'essor du sport professionnel. Ainsi, les fédérations sportives internationales les plus influentes, comme la Fédération International de Football Association (FIFA) qui envisageait un boycott des JO de 1914 à Amsterdam, ont très tôt entamé un bras de fer avec le CIO sur la question du professionnalisme. Elles ont obtenu, dès les années 1920, d'avoir un représentant de chaque fédération au sein du CIO afin d'infléchir les décisions de l'institution, voulue par De Coubertin comme une institution où les membres sont cooptés selon leurs compétences ; le baron assumait déjà une institution non-représentative, et de facto non-démocratique, pour éviter selon lui les risques de paralysie.

Comme l'indiquait Andrieu (op cit), le mouvement olympique est, dès son émergence, soumis à des pressions des mondes sportif et économique qui viennent contrecarrer l'idéal de pureté moral souhaité par De Coubertin en restaurant les JO. Dès lors, l'histoire de l'olympisme est à mettre en relation avec celle du sport professionnel, qui s'est très vite approprié le support qu'offrait les JO pour s'exprimer. Ce contraste entre les valeurs humanistes prônées par le mouvement olympique, et une réalité économique et géopolitique qui contredit fortement ces valeurs, semble donc prendre sa source dans plus d'un siècle d'histoire de l'olympisme.

B. Un mouvement porteur d'un imaginaire très puissant

Le mouvement olympique contemporain est issu d'une riche histoire, où des valeurs fortes de vigueur, de partage, d'amitié, de pureté morale, lui sont assignées. Ces valeurs qualifiées bien souvent de "coubertiniennes", qui attribuent des qualités intrinsèques au sport et à la compétition, sont toujours incarnées dans l'imaginaire collectif par l'olympisme, bien qu'elles aient été rapidement bafouées dans les faits, dès le début du vingtième siècle (Andrieu, op cit). Ainsi, Monreal (1997), concepteur du musée olympique de Lausanne, défend l'existence d'une véritable culture olympique ; il considère que l'olympisme *est* culture, dans la mesure où il représente un symbole diffusé mondialement, et qu'il crée son propre langage. Positionné à mi-chemin entre un spectacle sportif et un spectacle artistique, ce mouvement aurait une identité culturelle propre, en plus d'un impact planétaire, et un enracinement culturel profond dans la

société. Pour lui, le potentiel du mouvement olympique est l'occasion de promouvoir le fair-play, la protection de l'environnement et la paix.

La puissance idéologique du mouvement olympique dans le monde social est à mettre en relation avec une conception laudatrice du sport, défendue par certains auteurs dans la littérature. Ainsi, Ehrenberg (1991) soutient le potentiel du sport qui permet à chacun de se réaliser individuellement dans la sphère sociale, en s'affranchissant ainsi du déterminisme de son appartenance sociale. Bromberger (1999) de son côté loue l'aléa des épreuves sportives qui en font tout son intérêt en tant que spectacle, tout en incarnant également l'idée que les sportifs peuvent inverser l'ordre social en s'illustrant dans les épreuves sportives. Ainsi, le sport – et plus encore, les JO, qui incarnent de façon concentrée et surmédiatisée le monde des épreuves sportives – constituerait un mythe égalitaire très puissant (Duret & Trabal, 2001) : le sport représenterait alors symboliquement un "îlot de pureté", où les fédérations internationales et le CIO seraient les "gardiens du temple". Dans cette perspective, les mouvements sportif et olympique sont porteurs d'une fonction mythologique importante, comme le soulignaient Brohm (1976), ce qui leur confère une aura et un statut rarement discutés ou remis en cause, de par la puissance du mythe qu'ils représentent dans la société.

C. Des enjeux géopolitiques et économiques très forts

Toutefois, les JO concentrent à l'heure actuelle des enjeux économiques et géopolitiques considérables (Augustin & Gillon, 2004) : s'y mêlent les multinationales qui sponsorisent l'évènement, les enjeux de prestige international pour la ville organisatrice, la question des infrastructures à construire ou aménager, la question des sportifs de haut-niveau qui ont beaucoup à gagner (tant économiquement que symboliquement), etc.

En géographie, Müller (2015a, 2015b) a réalisé des études sur les "mega-events", dans lesquelles se trouvent les JO les plus récents (Londres en 2012, Sochi en 2014, Rio en 2016), entre autres (expositions universelles, coupe du monde de football, etc.). Ces évènements sont définis par quatre dimensions constituantes : leur coût (supérieur à un milliard de dollars) ; le nombre de visiteurs (supérieur à un million) ; la médiatisation (dont la mesure est subjective et complexe) ; les impacts transformatifs sur l'urbanisme (positifs comme négatifs).

Il souligne les conséquences très lourdes qu'ont ces évènements sur les dimensions économiques, sociales et environnementales, et identifie sept "syndromes" propres au mega-events :

- Les coûts sous-estimés
- Les bénéfices surestimés
- L'urbanisation en priorité pour l'évènement (les besoins locaux sont relégués au second plan après ceux d'accueil du public), sans prise en compte de l'impact environnemental
- La prise de risque public (où les pouvoirs publics assument le risque financier)
- Le droit d'exception (au niveau de la fiscalité ou des expropriations par exemple)
- Des appels d'offre biaisés (les marchés sont attribués d'office à certaines entreprises)
- Un phénomène de gentrification

Si la littérature sur les conséquences négatives de ces évènements est fournie, l'auteur indique l'absence de consensus entre les chercheurs et les villes, qui voient ces évènements comme une opportunité de développement, appuyée par le CIO et des cabinets de conseil. Par ailleurs, certains travaux nous invitent à saisir une réalité plus complexe : Müller (op cit, 2015b) évoque l'accélération des travaux de construction d'infrastructures (Preuss, 2004) ; les bénéfices pour l'économie locale (Gratton, Shibli & Coleman, 2005), ou pour l'image de la ville hôte (Grix, 2012).

Ainsi, en tant que mega-event, les JO auraient une position ambivalente pour les villes qui les accueillent : s'ils peuvent engendrer des conséquences négatives sur les territoires, ils peuvent également leur apporter un dynamisme appréciable.

Par ailleurs, Müller (2015a) propose une classification entre major-event, mega-event, voire giga-event, de taille encore plus grande. L'auteur propose une classification chiffrée par un système de points pour définir la taille des évènements. Le gigantisme des JO est à mettre en perspective face à la taille bien inférieure des évènements en escalade : ainsi, les championnats du Monde d'Escalade 2016 à Paris-Bercy ont rassemblé seulement 7000 spectateurs... Il y a donc un contraste d'échelle manifeste entre l'évènement international que sont les JO, et les compétitions d'escalade.

D. Un modèle contesté

Le mouvement olympique est, nous l'avons vu, tiraillé entre ses valeurs héritées de son histoire, et sa réalité politique et économique, aux conséquences ambivalentes. Mais au-delà de leur image, c'est un modèle hégémonique qui se craquelle et semble être le cœur de nombreuses contestations et critiques.

Ainsi, les conséquences des Jeux ont été dénoncées sur le plan géographique (c'est-à-dire leurs impacts social et environnemental) ; Müller (op cit, 2015b) évoque ainsi le fait que les Jeux deviennent un bourbier économique et social pour les villes organisatrices, et cite Wilson (2014), soutenant que les JO de 2022 sont les « *games that no one seems to want* ». Tel un cadeau empoisonné, les villes ne se bousculent plus pour candidater auprès du CIO, suite aux problèmes rencontrés à Londres en 2012 (le budget qui explose), Sotchi en 2014 (exploitation de travailleurs esclaves et lourdes dégradations environnementales), ou Rio en 2016 (expropriation de nombreuses personnes pour construire les infrastructures).

Des critiques émanent également sur le plan sociologique : on peut rappeler la critique des mouvements sportif et olympique par Brohm (1976), pour qui le spectacle sportif, en tant qu'analogie parfaite du système capitaliste, produit un spectacle abrutissant que les gens consomment, ce qui les détourne des vrais problèmes de la société, tout en faisant du sportif un "ouvrier" obligé de vendre sa force de travail. Si cette analyse date d'il y a quarante ans, on peut toutefois remarquer que la fusion entre l'économie capitaliste et le sport n'a jamais été aussi aboutie qu'aujourd'hui, avec par exemple le phénomène de "naming" des stades sportifs, ou encore l'existence d'équipes privées (comme sur le Tour De France par exemple) dans les rencontres sportives.

Duret & Trabal (op cit) ont de leur côté étudié les affaires de corruption qui entachent la réputation du CIO : si pour eux, le sport représente une incarnation puissante du mythe égalitaire, la réalité du fonctionnement du CIO serait caractérisée par une corruption généralisée, allant de cadeaux faits par les villes candidates aux membres du CIO, jusqu'à des versements d'argent, comme l'illustre leur étude des procédures d'attribution des JO de 2002 et 2006. Cette institution composée de membres non-élus (comme le voulait De Coubertin à l'origine) évolue dans un flou juridique de par son caractère transnational et son fonctionnement opaque, ce qui lui vaudrait une critique croissante dans la société.

Enfin, Wheaton & Thorpe (op cit) soulignent la perte de vitesse du spectacle olympique chez les jeunes, et un vieillissement des spectateurs. Le décalage entre les activités présentées et celles qui intéressent les spectateurs les plus jeunes rebute la plupart de ces derniers à regarder les JO. Dans cette optique, le CIO tente, depuis le changement de présidence en 2014, d'intégrer des sports "d'action" pour attirer le public jeune, qui manque de plus en plus d'intérêt pour le mouvement olympique.

F. Conclusion

L'olympisme, de par sa genèse historique singulière, est donc porteur d'un système de valeurs très fort, qui a une aura internationale. Cependant, la réalité du fonctionnement du CIO et les nombreux scandales émanant du CIO ou de l'organisation des JO ternissent l'image du mouvement olympique, qui semble peu enclin à se renouveler en profondeur, tant les enjeux économiques et politiques sont énormes.

Pour autant, une véritable stratégie de séduction vis-à-vis des jeunes et des sports "d'action" semble se mettre en place au sein du CIO. Dans cette perspective, l'escalade a pu profiter de ce contexte favorable pour intégrer le programme des JO 2020.

3. Conclusion Cadre Général

L'escalade semble donc aujourd'hui être à un carrefour, où deux chemins se dessinent : le maintien de sa dimension alternative, avec ses propres règles, son marché spécifique et son système de valeurs en marge de celui du système sportif traditionnel ; ou bien la reconnaissance en tant que sport – et non comme une activité de loisir, telle qu'elle est souvent perçue – dans la société, avec la structuration de l'activité conforme au modèle sportif traditionnel, où l'olympisme est vu comme une suite logique dans ce processus de sportivisation. Toutefois, plutôt que de choisir entre ces deux chemins antagonistes, les pratiquants et les institutions semblent animés par la volonté de concilier ces deux options, quitte à faire le grand écart – l'intégration de l'escalade aux JO de 2018 et 2020 accroissant encore d'avantage le fossé qui sépare ces deux conceptions de l'activité.

En effet, les JO représentent un modèle sportif décomplexé, mais aussi vivement critiqué, qui

sacralise la relation entre économie capitaliste et compétitions sportives. Malgré une restauration en 1896 empreinte de valeurs humanistes, qui donne encore au mouvement olympique une puissance idéologique qui rassemble les foules lors de l'évènement, l'envers du décor (corruption, tricherie, dégradations environnementales, etc.) n'est désormais plus un secret.

L'escalade se trouve donc dans une situation délicate, où la volonté de se développer sur le plan compétitif a conduit l'IFSC à œuvrer activement pour intégrer l'activité au programme des JO ; or ces Jeux sont aux antipodes des valeurs habituellement revendiquées par les grimpeurs, y compris ceux qui pratiquent les compétitions. Le format proposé par l'IFSC (le combiné, largement critiqué car en décalage avec la pratique actuelle des compétiteurs), sous la contrainte du CIO et du COJO (Comité d'Organisation des JO) de n'offrir qu'une unique médaille aux nouveaux venus, représente un deuxième point d'achoppement, qui vient s'ajouter aux nombreuses réticences vis-à-vis de l'olympisation de l'activité.